



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

77-78 | 1999
Nouvelles configurations économiques et
hiérarchiques

Raisons d'agir : un intellectuel collectif autonome

Frédéric Lebaron et Gérard Mauger



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3089>
ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1999
Pagination : 295-301
ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Frédéric Lebaron et Gérard Mauger, « Raisons d'agir : un intellectuel collectif autonome », *Journal des anthropologues* [En ligne], 77-78 | 1999, mis en ligne le 01 juin 2000, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/3089>

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

Journal des anthropologues

Raisons d'agir : un intellectuel collectif autonome

Frédéric Lebaron et Gérard Mauger

- 1 Raisons d'agir, collectif créé au cours de l'hiver 1995, association loi 1901 depuis le printemps 1998, regroupe des chercheurs en sciences sociales (sociologues pour la plupart) mobilisés par ces miracles apparents que furent le mouvement de novembre-décembre 1995, le mouvement des chômeurs, celui des sans-papiers, etc., par le triomphe – malheureusement éphémère – de l'optimisme de la volonté politique (qui soutient le travail le plus souvent obscur des militants de base) sur le pessimisme de la raison sociologique. Chercheurs mobilisés aussi par la fermeture du champ politique sur ses enjeux internes et le confinement d'un débat public circonscrit au cercle étroit des experts patentés et des intellectuels médiatiques, que ces mouvements contribuèrent tour à tour à mettre en évidence.
- 2 C'est aussi l'ébauche d'un intellectuel collectif autonome capable d'intervenir dans le champ politique en prenant appui sur les compétences spécifiques liées à l'exercice du métier des chercheurs en sciences sociales, sur la forme de légitimité particulière dont ils sont crédités, sur l'autorité morale dont les dote leur autorité intellectuelle. Ebauche peu à peu rectifiée, inscrite dans le prolongement d'entreprises sociologiques collectives comme *La misère du monde* et d'initiatives militantes comme la création de l'Association de réflexion sur l'enseignement supérieur et la recherche (ARESER) et du Comité international de soutien aux intellectuels algériens (CISIA) et mobilisant l'autorité acquise contre celle des hommes politiques, de leurs prophètes et de leurs experts.
- 3 C'est encore l'invention collective d'une nouvelle figure de l'engagement politique des intellectuels, issue à la fois d'un retour critique sur les figures de « l'intellectuel de parti » ou de « l'intellectuel total » (incarnée par Sartre), de l'héritage des sociologues durkheimiens ou de la figure de « l'intellectuel spécifique » (incarnée par Foucault) et de la rupture avec la censure positiviste de toute intervention normative (le métier de sociologue est – sans pour autant s'y réduire – une activité éminemment politique).

Contre l'hégémonie de la pensée néolibérale

- 4 Parce que le règne sans partage des divas de la doxa, dans les médias¹, les écoles du pouvoir et les cabinets ministériels, crée un climat favorable à l'offensive néolibérale, aux abdications politiques successives dans le champ économique, à la soumission aux valeurs de l'économie, à l'individualisme conçu comme lutte de tous contre tous, il s'agit de contribuer et d'inciter à la résistance contre l'hégémonie de la pensée néolibérale, « pensée unique », apothéose de « la fin des idéologies » (ou pensée dite « réaliste » de la gauche plurielle). Résistance à la restauration culturelle rampante qui, de tabous brisés en dogmes transgressés, se donne des airs de révolution permanente, « la pensée Sciences Po » se substituant à « la pensée Mao », le fatalisme néolibéral au « déterminisme » marxiste, les intellectuels dégagés aux intellectuels enragés. Face à la révolution néo-conservatrice, à l'offensive du néolibéralisme, au règne des marchés financiers, au néo-darwinisme social et au culte des winners, à l'économisme étroit et au rationalisme scientiste de « la vision du monde FMI », il s'agit de résister pour conserver les acquis, tenter de les étendre et... éviter le retour au XIX^e siècle².

Rétablir les droits de la critique

- 5 Il s'agit d'abord de briser l'unanimité apparente du discours dominant qui fait l'essentiel de sa force symbolique, de rétablir les droits de la critique en aidant à lever les censures intériorisées, de contribuer, par la vertu de l'exemple, au renouveau de l'intervention politique des intellectuels, à la reconstruction du rôle de trouble-fête, d'empêcheur de tourner en rond et, parce qu'il n'y a pas de démocratie sans contre-pouvoir critique, de lutter ainsi pour la démocratie³.
- 6 Il s'agit ensuite de transmettre des armes de résistance spécifiques pour combattre l'emprise de la doxa véhiculée par les médias, d'imaginer de nouvelles formes d'expression et d'action symbolique, de contribuer à une réinvention du travail militant de contestation et d'organisation de la contestation et en particulier à l'invention d'un nouvel internationalisme (au moins à l'échelle européenne), en tentant de dépasser les frontières mentales imposées par les cultures nationales⁴.
- 7 Il s'agit enfin de travailler à étendre la logique idéale de la vie intellectuelle – celle de l'argumentation et de la réfutation – et ses valeurs (celles du « corporatisme de l'universel ») à la vie publique. Inutile de dire combien nous en sommes éloignés dans le champ intellectuel, donc aussi combien il y a à faire dans le champ médiatique et dans le champ politique, pour contrer la logique de la diffamation et de la falsification de la pensée de l'adversaire, pour inverser la priorité du combat sur le débat, etc⁵.

Autonomie

- 8 Si Raisons d'agir préserve son autonomie et veille à ne se laisser imposer ni ses priorités, ni ses catégories d'analyse, par le champ politique ou médiatique, c'est d'abord parce qu'elle est une condition nécessaire de la perpétuation des dispositions critiques des producteurs culturels et de leur intérêt à l'universel. Elle est la condition du refus (sartrien) des pouvoirs et privilèges mondains, la condition de l'affirmation d'une forme

particulière d'universalisme éthique et scientifique qui peut servir de fondement à une sorte de magistère moral (dreyfusard), la condition de l'autorité spécifique des chercheurs en sciences sociales, ni politique, ni médiatique, mais proprement scientifique. C'est en échappant à la censure des chiffres de vente, de l'audimat, du sondage d'opinion, qu'ils peuvent (sans être obligés aux concessions qui s'imposent aux politiques) rappeler aux valeurs de la vertu civile (« Pour une gauche de gauche »). Il n'y a pas, en fait, d'antinomie entre la recherche de l'efficacité politique et la recherche de l'autonomie à l'égard de tous les pouvoirs (qui implique la volonté de rompre avec le modèle de « l'intellectuel de parti ») : la seconde apparaît au contraire comme la condition de la première.

- 9 Ni « compagnons de route » réduits au statut d'otages, de cautions, de potiches plus ou moins décoratives (capitalisables sur des pétitions), ni avant-garde autoproclamée d'apparatchiks jdanoviens, ni prophètes irresponsables, ni experts sentencieux, les chercheurs du collectif Raisons d'agir ne prétendent pas non plus se substituer au personnel politique (ni *a fortiori* jeter les bases de quelque nouveau « parti des intellectuels »), mais intervenir, comme d'autres et avec d'autres, dans le débat politique avec leurs ressources spécifiques quand il leur semble à la fois possible et utile (ou nécessaire) de le faire.

Avec les victimes de l'offensive néolibérale

- 10 Il s'agit d'abord de soutenir avec nos moyens propres les luttes de ceux (celles) qui sont les premières victimes de l'offensive néo-libérale, victimes de la flexibilité, de la précarisation, du chômage, de la baisse des salaires, de la paupérisation, de l'intensification du travail et du stress qu'elle engendre, du dumping social à l'échelle européenne et mondiale : chômeurs, travailleurs précaires, ouvriers, employés déqualifiés, au premier rang desquels, les travailleurs immigrés et leurs enfants, victimes, de surcroît, de la xénophobie et du racisme ambiants. Luttes aujourd'hui défensives contre la régression des acquis sociaux à l'échelle européenne, conscientes des obstacles à la mobilisation dans une situation où l'insécurité objective engendre plus souvent l'insécurité subjective et la démoralisation, que la révolte collective et la mobilisation. Luttes sociales indissociables des conflits d'interprétation dont elles sont l'enjeu et qui divisent à nouveau le champ intellectuel après vingt ans de règne sans partage d'une nouvelle orthodoxie qui se croyait débarrassée à jamais de l'épouvantail de la « lutte des classes ».
- 11 Il s'agit aussi de soutenir les luttes de ceux que Pierre Bourdieu désigne comme « la main gauche de l'Etat », « petit noblesse d'Etat », « travailleurs sociaux » au sens large, qui ont en charge les fonctions dites « sociales » de l'Etat, issues de conquêtes sociales antérieures : instituteurs et professeurs⁶, magistrats de base, assistantes sociales et éducateurs, etc., confrontés aux dégâts des « marchés libérés », à la misère matérielle et morale qu'induit la Realpolitik économique. Défense des fonctions universelles de l'Etat, contre le retrait des secteurs dont il avait la charge (l'école publique, les hôpitaux publics, le logement public, etc.), contre la destruction de l'Etat-providence entreprise dans les années soixante-dix au nom du libéralisme.
- 12 En compagnie enfin de tous ceux qui, dans les différents champs de production culturelle (presse, télévision, cinéma, etc.), s'inquiètent du retrait de l'Etat et des menaces qui

pèsent sur leur autonomie et défendent les droits de la critique contre l'orthodoxie néolibérale.

Disséminer les armes de la critique dans l'espace public

- 13 Les chiffres de diffusion de la collection Liber-Raisons d'agir témoignent de l'écho trouvé dans le grand public. Le bruit et la fureur, provoqués par ces petits livres et quelques interventions dans la presse, indiquent qu'ils ont visé juste : ne serait-ce qu'en remettant en cause le monopole et la rente de situation des intellectuels médiatiques qui se sont faits les relais involontaires des interventions de Raisons d'agir. La multiplication des collectifs Raisons d'agir en province, en Europe et au-delà⁷, atteste le renouveau de la mobilisation des intellectuels critiques animés par le double souci d'être scientifiquement rigoureux et politiquement efficaces. L'intérêt qu'ils ont suscité dans les diverses composantes du « mouvement social » et de la « gauche de la gauche » montre que les sciences sociales, une fois levée l'hypothèque du dogme marxiste-léniniste, semblent pouvoir trouver une audience qui s'étend bien au-delà du cercle restreint des chercheurs en sciences sociales, contribuant ainsi à la dissémination des armes de la critique dans l'espace public.

BIBLIOGRAPHIE

ARESER, 1997. Quelques diagnostics et remèdes urgents pour une université en péril. Paris, Liber-Raisons d'agir.

BOURDIEU P. (dir.), 1993. *La misère du monde*. Paris, Seuil.

BOURDIEU P., 1996. *Sur la télévision suivi de L'emprise du journalisme*. Paris, Liber-Raisons d'agir.

BOURDIEU P., 1998. Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale. Paris, Liber-Raisons d'agir.

DIXON K., 1998. Les évangélistes du marché. Les intellectuels britanniques et le néo-libéralisme. Paris, Liber-Raisons d'agir.

DUVAL J., GAUBERT C., LEBARON F., MARCHETTI D. & PAVIS F., 1998. *Le « décembre » des intellectuels français*. Paris, Liber-Raisons d'agir.

HALIMI S., 1997. *Les nouveaux chiens de garde*. Paris, Liber-Raisons d'agir.

NOTES

1. Bourdieu (1996) ; Halimi (1997) ; Duval et alii (1998).

2. Sur tous ces points, voir Bourdieu (1998) et Dixon (1998).

3. Cette volonté s'est traduite par le choix d'interventions publiques polémiques dans des contextes particuliers. Cf., par exemple, P. Bourdieu, F. Lebaron, G. Mauger, « Les actions des chômeurs flambent », *Le Monde*, 17 janvier 1998 ; P. Bourdieu, C. Charle, B. Lacroix, F. Lebaron, G. Mauger, « Pour une gauche de gauche », *Le Monde*, 8 avril 1998.
 4. Raisons d'agir participe à l'organisation d'initiatives où se rencontrent chercheurs, syndicalistes, militants associatifs de différents pays, comme par exemple les « Rencontres européennes contre la précarité » à Grenoble en décembre 1996, ou encore le débat « pour une Europe des syndicats » à l'université de Strasbourg en mai 1999.
 5. Voir C. Charle, « Apprendre à lire, réponses à quelques critiques », *Le Monde*, 8 mai 1998 ; G. Mauger, « Ce qui échappe aux procureurs de Pierre Bourdieu », *Le Monde*, 26 juin 1998.
 6. Voir en particulier, C. Charle, S. Garcia, B. Geay, F. Poupeau, « Face au mouvement des lycéens : les limites de la démagogie », *Le Monde*, 5 novembre 1998.
 7. Raisons d'agir s'est également constitué en association à Grenoble et Poitiers. Des collectifs existent ou devraient prochainement se mettre en place à Bordeaux, Strasbourg. C'est aussi le cas en Allemagne, en Belgique, en Grèce.
-

AUTEURS

FRÉDÉRIC LEBARON

Président de Raison d'agir